



Par Christian Alain Djoko

Il paraît que l'Opération épervier se remet en branle? Avant d'en faire le constat formel, analysons rapidement le circuit de la corruption au Cameroun.

Depuis au moins une trentaine d'années, la plupart des échanges de services entre fonctionnaires et usagers interviennent à travers un système de relations personnelles particulièrement développé et exigeant. Les réseaux de dépendance au Cameroun, en particulier dans les villes, débordent largement le seul cadre de la famille – qui est pourtant fort étendue – et ne se laissent guère ménager par les pressions et sollicitations en tout genre. Les relations de camaraderie, de voisinage, de « promotion », de travail, de parti, d'église, d'association procurent à chacun un capital de relations sociales qui comporte une « obligation morale » d'assistance mutuelle.

Il y a quelques années le régime Biya a entrepris une vaste campagne répressive contre certains gestionnaires véreux. Cette campagne baptisée « Opération Épervier » est « un programme d'interpellations et de poursuites judiciaires des hautes personnalités de l'État pour détournement de deniers publics. Ces personnalités sont pour la plupart des directeurs des entreprises publiques et parapubliques anciens ou même en fonction et des anciens ministres ».

Notons qu'en dépit des intentions affichées, cette campagne a du mal à se défaire du fort soupçon de partialité dont elle est entachée depuis sa mise sur pied. Pour de nombreux observateurs de la scène politique camerounaise, cette opération constitue le cadre juridique requis pour les règlements de comptes politiques entre caciques du régime. On serait disent-ils en présence d'une justice à tête chercheuse.

Ce constat appelle au moins deux réactions.

Premièrement, si la véracité d'une telle analyse se laisse discuter, tout le monde s'empresse cependant de reconnaître que l'Opération Épervier a au moins le mérite de susciter un immense tintamarre scientifique, politique et social autour de la corruption de l'élite dirigeante en particulier et de la société en général.

Deuxièmement, l'Opération Épervier semble jouer un rôle de catharsis. En effet, les scandales font généralement recette et fonctionnent comme des boucs émissaires : chacun est rendu pur par la désignation de l'impur. La délinquance, c'est l'autre abjecte (se dit de personnes plus corrompues que nous !) ; ce qui sous-entend une claire séparation des pratiques normales et anormales et une unicité ainsi qu'une légitimité absolue des acteurs présidant à cette séparation (ici, la raison du plus fort est souvent la meilleure et l'appel à la morale touche certaines pratiques et non d'autres).

En clair, « je suis pur par la désignation de l'impur ». Ainsi, il n'est pas étonnant d'entendre les défenseurs les plus acharnés du parti au pouvoir qualifier Paul Biya de champion de la moralisation de la vie publique. Une chose est certaine : nonobstant tous les efforts supposément consentis, la fraude et les détournements de deniers publics continuent à miner les fondations de la justice sociale. Certains hiérarques du régime trentenaire s'enrichissent continuellement, et ce, au gré du partage des prébendes issues de la grand-messe clientéliste du parti-État.

Disons-le clairement, le contexte camerounais est marqué par une grave carence dans l'application des lois. Cette carence est stimulée entre autres, par le réseau de relations personnelles qui unit les acteurs sociaux : l'agent qui rançonne les usagers dans un service public le fait avec l'assentiment et la confiance du chef de service, lequel est le frère du directeur qui à son tour, est le copain de l'inspecteur général, etc. Ce qu'il y a de profondément paradoxal dans cette situation est que le régime camerounais, sous lequel la corruption explose, est un régime dont le lexique politique de départ est axé sur la rigueur dans la gestion des affaires publiques et la moralisation des comportements.

Une chose est certaine en revanche, Paul Biya a échoué dans sa lutte contre le détournement des fonds publics. Pouvait-il en être autrement lorsqu'on connaît le modus operandi de ce régime? Hier et aujourd'hui, cette opération demeure une vaste distraction. La lutte contre la corruption mérite mieux que des épiphénomènes.